Comment les femmes sont entrées à l'Ordre des Architectes : portrait des premières inscrites à l'Ordre régional de la Circonscription de Paris

How the women entered the Ordre des architectes: Portrait of the first registered with the regional order of the District of Paris

Wie Frauen in die Architektenkammer gelangt sind : Porträt der ersten weiblichen Mitglieder im Bezirk Paris

Stéphanie Bouysse-Mesnager

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/944>

DOI : 10.4000/lha.944

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 71-85

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Stéphanie Bouysse-Mesnager, « Comment les femmes sont entrées à l'Ordre des Architectes : portrait des premières inscrites à l'Ordre régional de la Circonscription de Paris », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 35 | 2018, mis en ligne le 15 juin 2020, consulté le 26 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lha/944> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lha.944>

Par Stéphanie BOUYSSÉ-MESNAGE

COMMENT LES FEMMES SONT ENTRÉES
À L'ORDRE DES ARCHITECTES :
PORTRAIT DES PREMIÈRES INSCRITES
À L'ORDRE RÉGIONAL DE LA CIRCONSCRIPTION DE PARIS

Introduction

En 2016, les femmes représentent 28 % des inscrits à l'Ordre des architectes à l'échelle nationale¹ : elles demeurent donc globalement minoritaires au sein de cette institution. Ce faible pourcentage de femmes interroge : pourquoi les femmes n'occupent-elles pas la même place que les hommes, quelques 77 ans après la création de cet ordre professionnel ? Cette situation questionne à double titre lorsque l'on rappelle la présence croissante des femmes dans les écoles d'architecture depuis la fin du XIX^e siècle, présence que les études statistiques développées depuis le début des années 1980 précisent : les femmes représentaient 29,2 % des diplômés « DPLG » (diplômés par le gouvernement) en 1983-84², 46 % de cette population en 1999-2000³, et 55 % des diplômés « ADE » (architectes diplômés d'État) en 2009⁴. Ajoutons enfin à ce « tableau » introductif que les femmes sont présentes en plus grand nombre dans d'autres professions libérales, telles les avocats et les médecins, professions qui ont engagé leur processus de féminisation trois décennies plus tôt que les architectes⁵.

Comment expliquer alors que ce phénomène perdure dans le temps ? Il semble que divers mécanismes, aux effets parfois contradictoires, agissent concomitamment : parallèlement à l'augmentation générale de la population des femmes inscrites, qui n'est cependant connue avec précision qu'à partir du début des années 1980 (7,5 % en 1982, 11,7 % en 1990, 16,3 % en 1999⁶), et à la hausse de la part des femmes parmi les nouveaux et nouvelles inscrits à l'Ordre (elles représentent 31,20 % des

1. Conseil national de l'ordre des architectes, *L'essentiel des chiffres de la profession*, <https://www.architectes.org/l-essentiel-des-chiffres-de-la-profession>, 19 octobre 2015 (consulté le 7 février 2018).

2. Nicolas Nogue, *Les Chiffres de l'architecture. 1, Populations étudiantes et professionnelles*, Paris, France, Centre des monuments nationaux, Éd. du Patrimoine, 2002, p. 65.

3. *Ibid.*

4. Conseil national de l'ordre des architectes et Nicolas Nogue, *Les Jeunes diplômés et l'ordre*, s.l., 2010, p. 6.

5. Nathalie Lapeyre, *Les professions face aux enjeux de la féminisation*, Toulouse, France, Octares, 2006, p. 89.

6. Nicolas Nogue, *Les chiffres de l'architecture. 1, Populations étudiantes et professionnelles*, op. cit., p. 116.

nouveaux inscrits en 2000⁷ et 49,5 % en 2016⁸), il est possible d'observer qu'une partie des femmes ne s'est pas inscrite à l'Ordre – pourcentage plus ou moins important de la population professionnelle totale⁹ féminine, selon les périodes. Le fait que certains architectes aient choisi ou n'aient pas eu besoin de s'inscrire à l'Ordre s'explique en partie, selon Nathalie Lapeyre, par le contexte de crise économique que les jeunes diplômés et notamment les femmes, ont rencontré à la sortie de leurs études au début des années 1970. À ce moment charnière du processus de féminisation, les agences n'étaient plus en capacité d'accueillir et de former les diplômées qui se sont orientées vers d'autres pratiques professionnelles qui ne nécessitaient pas forcément une inscription à l'Ordre¹⁰. Cependant, cette analyse qui peut s'appliquer également à la population des hommes, n'est pas suffisante. On pourrait également évoquer les attitudes très hétérogènes des inscrits au sein de l'Ordre, qui parfois « décrochent » et se désinscrivent¹¹.

Ne faut-il pas, cependant, aller regarder du côté de l'institution elle-même et de son histoire, pour comprendre comment les femmes sont entrées dans cet ordre professionnel et comment s'est définie leur position au sein de cette institution ?

La présence des femmes à l'Ordre avant les années 1980 est très mal connue : l'article qui suit, propose d'observer attentivement le groupe formé par les femmes inscrites auprès de l'Ordre régional de la circonscription de Paris, au moment de sa création et dans les dix années qui suivirent, pour tenter de mieux connaître cette population de pionnières et de saisir les raisons pour lesquelles elles choisissent de rejoindre le tableau ordinal.

Les sociétés professionnelles et l'Ordre des architectes

La création de l'Ordre des architectes par la loi du 31 décembre 1940, est à resituer dans un double contexte : celui de la création des Ordres professionnels par le régime de Vichy et celui des débats internes à la profession qui avaient lieu depuis plusieurs décennies.

La création d'un ordre professionnel pour les architectes s'inscrit en effet dans la volonté du régime de Vichy, de poursuivre la mise en place d'un modèle corporatiste. En suivant l'exemple de l'Ordre des avocats, plusieurs ordres professionnels sont créés en 1940, pour les médecins, les pharmaciens, les dentistes et les architectes¹².

7. Olivier Chadoin et Thérèse Evette, *Statistiques de la profession d'architecte 1998-2007. Socio-démographie et activités économiques*, LET. École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette, ministère de la culture et de la communication, 2010, p. 32.

8. Conseil national de l'ordre des architectes, « L'essentiel des chiffres de la profession », art. cit.

9. Effectif total des femmes architectes susceptibles d'exercer en France. Voir à ce sujet : Nicolas Nogue, *Les Chiffres de l'architecture. 1, Populations étudiantes et professionnelles*, op. cit., p. 102.

10. Nathalie Lapeyre, *Les Professions face aux enjeux de la féminisation*, op. cit., p. 92.

11. Par exemple, la catégorie des 65 ans et plus (parmi les femmes inscrites) n'a augmenté que de 1 % entre 2000 et 2013. Voir : Conseil national de l'ordre des architectes, *Chiffres et carte de la profession d'architecte*. Archigraphie, s.l., 2015, p. 71.

12. Henry Rouso, *Le Régime de Vichy*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016, vol. 3^e éd., p. 52.

La réglementation de la profession est cependant une question qui préoccupe les architectes depuis longtemps : ils cherchent à protéger leur exercice et à se distinguer d'autres professionnels du bâtiment – des ingénieurs, des géomètres et des entrepreneurs, qui utilisent sans restriction le titre d'architecte, alors non protégé. Divers projets de loi, conçus et discutés par des acteurs de la profession tels les sociétés françaises d'architectes, sont ainsi proposés à partir des années 1920 jusqu'au début de la seconde guerre mondiale, sans être jamais validés – faute d'entente entre les défenseurs des différents projets et d'un climat politique favorable¹³.

En réalité, deux sociétés professionnelles d'architectes tentent principalement d'organiser la profession depuis leur création au XIX^e siècle, dans le sillage des sociétés savantes : il s'agit de la Société centrale des architectes (SCA) et de la Société des architectes diplômés par le gouvernement (SADG) créées respectivement en 1840 et 1877¹⁴. Composée pour la première par l'« élite » de la profession liée à l'administration des Bâtiments civils, et pour la seconde (du moins originellement) par les premiers diplômés de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts (Ensba), ces sociétés sont des lieux de sociabilité mais elles exercent également un contrôle en termes de compétences et d'honorabilité sur leurs membres et délivrent des conseils juridiques, techniques à leurs membres – rôles que l'Ordre des architectes endossera ensuite.¹⁵

Quelle était la place des femmes au sein de ces associations ? L'entrée des femmes à la SCA se réalise très tardivement avec l'admission de Marion Tournon-Branly en 1975 ; elle est, en revanche, plus rapide à la SADG. Jeanne Besson-Surugue est la première femme à l'intégrer en 1924 – l'année suivant son diplôme, suivie de Jeanne Bessirard-Fratacci (1925), de Marie Sapareva (1929) et d'Agnès Braunwald-Chaussemiche (1929)¹⁶. L'admission des femmes fut ainsi plus aisée au sein de la SADG mais elles n'y seront cependant pas très nombreuses – on dénombre tout au plus 8 autres femmes qui intègrent la société avant 1943¹⁷. Notons au passage que la majorité de ces femmes évolue dans un milieu d'architectes : filles, sœurs ou épouses d'architectes, elles sont vraisemblablement introduites, cooptées par ces hommes de leur entourage familial.

Nulle trace n'est connue à ce jour de la participation des femmes aux débats qui vont animer la profession entre 1920 et 1940. Prennent-elles part aux discussions, aux projets de loi ? Rien ne permet de l'attester aujourd'hui mais on peut

13. Frédérique Boucher et Danièle Voldman, *Les Architectes sous l'occupation*, Paris, Centre national de la recherche scientifique : Institut d'histoire du temps présent, 1992, p. 33-34.

14. L'Académie d'architecture (AA) et la Société française des architectes (SFA) succèdent respectivement en 1953 et en 1979 à la SCA et à la SADG.

15. Marie-Jeanne Dumont, *La S.A.D.G., histoire d'une société d'architectes. Première partie, 1877/1939*, Paris, Société française des architectes, 1989, p. 6.

16. Stéphanie Mesnage, *Actrices de l'architecture : les femmes et l'exercice professionnel architectural entre 1890 et 1968*, Mémoire de Master 2, École nationale supérieure d'architecture de Versailles, université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, s.l., 2009, p. 58.

17. *Dictionnaire des élèves architectes de l'École des Beaux-Arts (1800-1968)*, Paris, INHA, 2016.

supposer que leur participation réduite à ces questions sera à l'image de leur présence restreinte au sein des sociétés d'architectes.

Au commencement de l'Ordre, était un groupe de femmes praticiennes de l'architecture

La loi du 31 décembre 1940, qui institue l'Ordre des architectes, crée un conseil supérieur et des conseils régionaux dans chacune des circonscriptions¹⁸, à l'instar du conseil régional de la circonscription de Paris (CdP)¹⁹. Au printemps 1943, ce dernier publie son premier « tableau » ordinal qui clôture un peu plus d'un an d'activité²⁰ et qui répertorie l'ensemble des architectes inscrits et des architectes étrangers « non-inscrits, mais autorisés à exercer la profession d'architecte en France »²¹. La lecture de ce registre révèle que seize femmes font partie de ces nouveaux et nouvelles inscrits : elles s'appellent Renée Bodecher, Jeanne Boulfroy, Germaine Couret – Duminy, Marie Demarigny – Roux, Anne Groleau, Stéphanie Jolly, Suzanne Lavignac, Denise Malette, Marguerite Moguilewsky, Adrienne Gorska de Montaut, Alix Sorin, Irène Stifter – Declair, Germaine Tirlet, Juliette Tréant, Monique Vago, Marie Vermorel²² et ont prêté serment entre le 12 février 1942 et le 13 mai 1943. À cette liste, il convient d'ajouter le nom de Renée Chein-Moity, qui n'apparaît pas dans ce premier registre, mais qui prête serment le 24 janvier 1942, devenant ainsi la première femme inscrite à l'Ordre de la circonscription de Paris²³.

L'effectif de dix-sept femmes peut paraître réduit en comparaison des quelques 2850 architectes inscrits sur ce premier tableau mais il est en réalité très conséquent, en regard des effectifs des femmes présentes précédemment au sein des sociétés professionnelles. L'engouement de ces dix-sept femmes qui s'inscrivent à l'Ordre dès sa création semble indiquer qu'elles sont dans l'attente d'un réseau professionnel et d'une sociabilité auxquels elles avaient peu accès précédemment. Bien que leur démarche ait certainement été guidée, en partie, par le mouvement général qui conduisait alors la majorité des architectes à s'inscrire à l'Ordre en ce début des années 1940, leur inscription témoigne également d'une volonté de trouver des offres de collaboration et des commandes qu'elles obtenaient alors difficilement. Adrienne Gorska, qui prête serment à l'Ordre de la circonscription de Paris en 1942, explique ainsi dans une interview de 1928, que l'une des principales difficultés

18. « Loi instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte », *Journal officiel de l'État français*, 26 janvier 1941.

19. La circonscription de Paris comprend en 1943 les départements de l'Aube, de l'Eure-et-Loir, de la Marne, de la Seine, de la Seine-et-Marne, de la Seine-et-Oise et de l'Yonne.

20. Inscriptions réalisées entre le 01/01/1942 et le 13/05/1943.

21. Tableau des architectes de la circonscription de Paris, 1949 – Archives de Paris, 2327W/25.

22. Le repérage des femmes parmi les inscrits des tableaux ordinaux a été effectué selon le prénom avec l'aide d'un fichier répertoriant les prénoms attribués aux enfants nés en France entre 1900 et 2008, et les effectifs par sexe associés à chaque prénom – Fichier des prénoms – Édition 2009, INSEE [producteur], ADISP-CMH [diffuseur].

23. Tableaux de l'Ordre des architectes de la circonscription de Paris – Archives de Paris, 2327W/25.

rencontrées par les femmes architectes est la construction d'une relation de confiance avec le client :

- Mais n'est-ce pas là justement la grande difficulté pour la femme-architecte : Se créer une clientèle ?...
- Si, certainement ; le premier mouvement est de ne point nous prendre au sérieux... Il faut absolument que nous gagnions la confiance du public, même dans les milieux favorables à la femme : il y a évidemment beaucoup moins de risques à acheter tel tableau d'une femme-peintre, ou même tel bas-relief d'une femme sculpteur qu'à remettre un million entre les mains d'une femme-architecte en lui demandant de réaliser un immeuble...²⁴

Les clients semblent en effet plus enclins à confier leur argent, dans ces premières décennies du XX^e siècle, à des hommes architectes ou, à la rigueur, à des couples d'architectes. Parmi les dix-sept femmes inscrites au tableau ordinal de 1943, trois au moins exercent avec leur mari. Juliette et Gaston Tréant-Mathé conçoivent de nombreux bâtiments d'habitation en région parisienne, notamment des logements à bon marché pour des collectivités – à l'image du groupe d'immeubles collectifs qu'ils conçoivent à Colombes au début des années 1930²⁵ ; Renée et Henri Bodecher (ill. 1) travaillent également sur des programmes de logement pour des clients, majoritairement privés : ils signent ainsi en 1936 un groupe d'immeubles à Paris, réalisé pour le compte d'une compagnie d'assurances²⁶ ; Adrienne Gorska et Pierre de Montaut conçoivent ensemble de nombreux cinémas, notamment pour la société Cinéac, à Bruxelles, à Marseille et à Paris – le cinéma « Le Journal » dans le quartier Montparnasse²⁷ en est un exemple.

L'exercice de la maîtrise d'œuvre est apparemment peu accessible aux femmes souhaitant exercer de manière indépendante et sans associé, au cours des années 1920-1930, en France.

Il faut rappeler que les architectes vivent une période d'incertitude économique dans cette époque de l'entre-deux-guerres, et particulièrement dans les années 1930, moment où se font ressentir les effets du krach boursier de 1929 en France²⁸. Mais les causes de cet effondrement des commandes sont aussi nationales : les besoins de reconstruction qui font suite à la première guerre mondiale ne peuvent être couverts faute de budget et certaines politiques gouvernementales mises en place pendant cette guerre et les années 1920, ont pour effet indirect de freiner la construction

24. « Les enquêtes du maître d'œuvre "Femmes-architectes" », *Le Maître d'œuvre*, 1928, p. 14.

25. Gaston Poulain, « Un groupe d'immeubles collectifs d'habitations à bon marché au Petit-Colombes », *L'architecture*, 1934, n° 4, p. 129-138.

26. Charles Clément-Grandcour, « Groupe d'immeubles de la Lloyd France Vie », *La Construction Moderne*, 4 mai 1936, n° 27, p. 542-555.

27. Antony Goissaud, « Cinéac Le Journal à la gare Montparnasse à Paris », *La Construction Moderne*, 26 novembre 1933, n° 9, p. 131-136.

28. Louis Callebaut (éd.), *Histoire de l'architecte*, Paris, France, Flammarion, 1998, p. 236.

Ill. 1 : « Portrait de Melle Bocsanyi » (Renée Bodecher), (Cliché : Paul Darby), (CNAM/SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du XX^e siècle).

des immeubles de logement et l'accès des architectes à ces commandes²⁹. Face à cette situation, l'une des stratégies adoptées par les architectes consiste à signer collectivement des projets et à s'associer ponctuellement ou plus durablement³⁰, les regroupements d'architectes en couple constituent l'un des types d'associations, quand d'autres réunissent des personnes liées par des liens familiaux ou amicaux³¹.

C'est après la seconde guerre mondiale, dans un contexte économique de croissance, que l'on discernera les premières carrières de femmes ayant exercé seules comme architectes dans la maîtrise d'œuvre. Marion Tournon-Branly (ill. 2), qui prête serment à l'Ordre de la circonscription de Paris en 1948, est l'une d'elles. Étudiante brillante, bénéficiant sans doute du réseau de connaissances de son père Paul Tournon qui était un architecte reconnu, deuxième second grand prix de Rome en 1911³²,

29. Maxime Decommer, *Les Architectes au travail : l'institutionnalisation d'une profession, 1795-1940*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 278-288.

30. *Ibid.*, p. 289-290.

31. *Ibid.*, p. 290-291.

32. Marie-Laure Crosnier Leconte, « Paul Tournon », *Dictionnaire des élèves architectes de l'École des Beaux-Arts (1800-1968)*, Paris, INHA, 2016, <http://www.purl.org/inha/agorha/002/82851>.

Ill. 2 : « Portrait de Marion Tournon-Branly » (Académie d'Architecture/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du XX^e siècle).

elle crée son agence au début des années 1950³³. Elle conçoit divers programmes : maisons particulières, école maternelle, collèges d'enseignement technique et participe à plusieurs concours et études d'urbanisme³⁴ – sans jamais, pourtant, « décrocher » de grandes commandes.

Est-ce pour ces difficultés générales d'accès à la commande architecturale, que certaines femmes développent d'autres pratiques professionnelles, voire ne s'inscrivent pas à l'Ordre ? Quelles qu'en soient les raisons, un certain nombre de femmes explorent d'autres sphères de l'architecture que la maîtrise d'œuvre et participent très précocement à ce que l'on nommera plus tard, dans les années 1980, la diversi-

33. Nicole Bernheim, « Trois femmes architectes parlent de leur métier », *Le Monde*, 5 septembre 1963.

34. Joseph Abram, *Les Architectes du troisième atelier Perret : la génération des trente glorieuses*, Paris ; Nancy, Association des amis d'Auguste Perret ; École nationale supérieure d'architecture de Nancy, 2015, p. 232.

fication des « métiers de l'architecture »³⁵. Juliette Billard, première femme française admise en seconde classe à l'École des Beaux-Arts en 1913, est décorateur-maquettiste pour le studio de cinéma Cinéromans et réalise un travail conséquent d'illustration des bâtiments de la ville de Rouen³⁶. Jeanne Besson-Surugue exerce à l'étranger comme « fonctionnaire contractuel hors de France » en étant architecte des travaux publics à Phnom-Pehn, après avoir travaillé jusqu'en 1933 sur la conception et la réalisation de jardins publics à Cuba, très certainement aux côtés de Jean-Claude Nicolas Forestier³⁷. Geneviève Dreyfus-Sée, diplômée de l'École des Beaux-Arts en 1934 rédige des articles pour des revues d'architecture, dont elle dirige parfois certains numéros, et écrit des livres d'histoire et de pédagogie, parfois sous le pseudonyme de Amélie Dubouquet³⁸. Marion Tournon-Branly dont nous évoquions la carrière ci-avant, écrit également des articles pour la revue *Maisons et Jardins*³⁹ et enseigne l'architecture de nombreuses années, notamment aux Écoles d'art américaines de Fontainebleau et dans les nouvelles Unités pédagogiques d'architecture (UPA) à Paris⁴⁰.

Notons que ces diverses pratiques, de même que l'exercice salarié ou associé de l'architecture⁴¹, n'étaient pas reconnues par l'Ordre des architectes, qui ne réglementait que l'exercice de l'architecte-maître d'œuvre.

Ainsi, le contexte économique, la position de la femme dans la société française, le fonctionnement des institutions, au sens large, de la profession d'architecte sont divers facteurs qui ont modelé les trajectoires professionnelles des femmes en architecture entre tentative d'insertion dans la pratique de la maîtrise d'œuvre et exploration d'autres sphères d'activités architecturales.

Des femmes au sein de l'institution de l'Ordre

Au cours des années qui suivent 1943, d'autres femmes s'inscrivent auprès de l'Ordre de la circonscription de Paris mais l'empressement des premières inscrites s'atténue un peu : le nombre annuel de nouvelles inscriptions n'est pas très important et il n'atteint jamais, au cours des dix années suivantes, le nombre initial de

35. Robert Prost et Monique Minaca, *Prospective des métiers de l'architecture : Rapport final*, Paris, France, Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme, 1987. Cité par Rainier Hoddé, « Architectes hors l'architecture », *Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, novembre 1999, n° 2-3, p. 137.

36. « Juliette Biard, première femme architecte », Émission *Normandie Actualités*, 12 mars 1965, Office national de radiodiffusion télévision française Rouen, URL, <<http://www.ina.fr/video/RCF07002127>> (consulté le 01/01/2016).

37. Stéphanie Mesnage, *Actrices de l'architecture : les femmes et l'exercice professionnel architectural entre 1890 et 1968*, op. cit., p. 62.

38. Stéphanie Mesnage, « Éloge de l'ombre », *Criticat*, automne 2012, n° 10, p. 50.

39. Interview de Marion Tournon-Branly par Stéphanie Mesnage, 7 janvier 2016.

40. Marjorie Renaut et Centre des archives contemporaines (eds.), *Le Don de l'architecture : Paul Tournon (1881-1964)*, Marion Tournon-Branly (1924), Pierrefitte-sur-Seine, France, Archives nationales, 2013, p. 62-63.

41. Maxime Decommer, *Les Architectes au travail*, op. cit., p. 348.

Ill. 3 : « Effectifs des nouvelles "inscriptions" des femmes à l'Ordre des architectes de la Circonscription de Paris », 1942-1951.

« 17 » (ill. 3). Comment comprendre cet essoufflement des inscriptions des femmes après 1943 ? Les espoirs « d'insertion professionnelle » des premières inscrites ont-ils été déçus, l'inscription ne leur ayant pas permis de commencer, d'une manière ou d'une autre, une carrière d'architecte ? Ces désillusions ont-elles pu décourager d'autres femmes à s'inscrire ? Ou est-ce tout simplement la reprise d'un rythme « normal » d'inscription des nouvelles diplômées après une première année « exceptionnelle » qui a permis à un tout un pan de la population en activité de s'inscrire ?

Bien que les nouvelles inscriptions féminines soient réduites, nous pouvons observer un accroissement mesuré mais continu de l'effectif total des femmes inscrites auprès de cet Ordre régional au cours des dix années qui suivent la création de l'Ordre : ainsi, en 1951, 43 femmes sont inscrites contre 16 en 1942 (ill. 4). Ce sont ainsi 54 femmes au total qui ont prêté serment⁴² entre le 1^{er} janvier 1942 et le 1^{er} janvier 1952 à l'Ordre des architectes de la circonscription de Paris. L'augmentation de la population des femmes inscrites dans cet Ordre régional suit la tendance générale de l'accroissement de la population ordinale, à l'échelle nationale, entre 1941 et 1950.

Combien de temps restent-elles inscrites ou enregistrées au tableau ordinal ? La durée est très variable (ill. 5) : certaines femmes ne sont inscrites qu'une année, à l'image d'Anne Groleau qui prêche serment en 1943 quand d'autres apparaissent dans les « tableaux ordinaux » quelques vingt-trois années consécutives, à l'instar de Stéphanie Jolly, inscrite entre 1942 et 1964. On peut cependant évaluer à douze ans

42. Ou ont été enregistrées (sans prêter serment).

Ill. 4 : « Effectifs de femmes inscrites à l'Ordre des Architectes de la Circonscription de Paris entre le 01/01/1942 et 01/01/1952 ».

la durée moyenne d'inscription de ces femmes⁴³ et remarquer la relative stabilité de ces inscriptions ; seules 2 femmes, parmi l'échantillon étudié, se désinscrivent et se réinscrivent plus tard, telle Hélène Navarre qui prête serment en 1946 et se réinscrit en 1964. Certaines femmes semblent cependant s'éloigner ponctuellement de leur activité : la mention « mise en congé provisoire », qui apparaît régulièrement dans les registres, est peut-être une manière d'indiquer une période d'arrêt liée à une maternité.

Qu'en est-il de leur présence dans les instances de l'organisme ? Aucune femme ne prend part au Conseil supérieur entre 1942 et 1973 et nous ignorons dans quelle mesure les femmes l'ont intégré avant 2013, date de l'élection de Catherine Jacquot à la présidence du Conseil supérieur. À l'échelle régionale, la première femme à participer au Conseil régional de la circonscription de Paris intègre au cours de l'année 1972 ou au début de l'année 1973 le bureau de cette instance⁴⁴ : il s'agit de Marion Tournon-Branly qui, dans cet organisme comme dans d'autres, ouvre la voie aux femmes.

Une population de femmes diplômées

Les cinquante-quatre inscrites ont pratiquement toutes étudié et été diplômées dans des écoles d'architecture : vingt-huit femmes (soit 51,85 % d'entre elles) sont diplômées « DPLG » de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, treize (24,07 %) « DESA » de l'École spéciale d'architecture (Esa), trois (5,56 %) « DPE » de l'École

43. Durées évaluées avec les données actuellement connues.

44. Tableaux officiels de l'Ordre des architectes, 1972 et 1973 – Archives de Paris, 2327W/25.

	Nom	Prénom	Période d'inscription à l'Ordre	Années																							
				1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965...
1	CHEIN-MOITY	Suzanne	1942-1951	?		?								?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
2	VERMOREL	Marie	1942-1943			?			?					?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
3	SORIN	Alix	1942-1954			?								?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
4	TIRLET	Germaine	1942-1946			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
5	JOLLY	Stéphanie	1942-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
6	MALETTE	Denise	1942-1951			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
7	TREANT	Juliette	1942-1954			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
8	DEMARGNY-ROUX	Marie	1942-1946			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
9	LAVIGNAC	Suzanne	1942-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
10	MOGULEWSKY	Marguerite	1942-1954			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
11	BOULFROY	Jeanne	1942-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
12	COURET / DUMINY	Germaine	1942-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
13	STIFTER-DECLAIR	Irène	1942-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
14	BODECHER	Renée	1942-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
15	GORSKA de MONTAUT	Adrienne (de)	1942-1954			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
16	VAGO	Monique	1942-1948			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
17	GROLEAU	Anne	1943			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
18	BECKER	Georgette	1943-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
19	BESSON-SURUGUE	Jeanne	1943-1949 ; 1951-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
20	REMY	Marguerite	1943-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
21	GUERIN	Yvonne	1943-1964			?		?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
22	METRICH	Lucette	1944-1964					?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
23	RIEDBERGER	Denise	1944-1964					?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
24	PRIEUR	Antoinette	1945-1964					?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
25	CARUGINI	Marie	1945-1951					?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
26	LUCAS-PHILIPPE	Simone	1945-1964					?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
27	MOINHAULT	Marguerite	1945-1964					?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
28	ROUX-DUFORT	Evelyn	1945-1964					?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
29	LACHAMP	Gléle	1945-1951 ; 1964					?						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
30	GLORIEUX-MONFRED	Léontine	1946-1954											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
31	LAUFFRAY	Marcelle	1946-1954											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
32	NAVARRE	Hélène	1946 ; 1964						?					?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
33	KOALINAS	Vassia	1946-1954						?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
34	ABRIBAT	Raymonde	1946						?					?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
35	DUGUE Max CARTHAY	Suzanne	1946-1949						?					?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
36	CHOISEL	Geneviève	1947-1954											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
37	COLBOC	Geneviève	1947											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
38	HOYBEL	Suzanne	1947-1951											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
39	URBAN	Thérèse	1948-1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
40	FALVET	Colette	1948 - 1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
41	PAPILLARD	Françoise	1948-1954											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
42	PEYRE-HUBERT	Françoise	1948-1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
43	TOURNON-BRANLY	Marion	1948-1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
44	CUVILLIER	Marie-Pascale	1949-1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
45	CAZES	Gilberte	1949-1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
46	MENEZ	Simone	1950											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
47	HERBEZ DE LA TOUR	Solange d'	1950-1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
48	JANSONE	Véra	1950-1954											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
49	PEBORGH	Sonia Van	1950-1954											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
50	LECLERC	Liliane	1951 - 1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
51	AUBRY	Françoise	1951 - 1954											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
52	BARROUX	Jeanine	1951 - 1954											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
53	DENIZON	Mélanie	1951 - 1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?
54	SCHARF	Jéronima	1951 - 1964											?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?

- Année au cours de laquelle une femme "x" a été inscrite
- Année au cours de laquelle une femme "x" n'a pas été inscrite
- Année au cours de laquelle une femme "x" a été inscrite ; cependant certains incertitudes demeurent
- Année au cours de laquelle une femme "x" n'a pas été inscrite ; cependant certains incertitudes demeurent

Ill. 5 : « Périodes d'inscription des cinquante-quatre inscrites à l'Ordre de la circonscription de Paris entre 1942 et 1965 ».

nationale supérieure des arts décoratifs (Ensad), trois (5,56 %) « DFAB » de la faculté d'architecture de Bucarest, et une (1,85 %) « DTP » de l'École des travaux publics (ETP). Pour six d'entre elles, enfin, nous ne connaissons pas leur formation ou leur diplôme. Nous retrouvons dans cette répartition la prééminence de l'Ensba et dans une moindre mesure de l'Esa, les deux écoles qui ont formé la majorité des architectes en France.

Le fait que la majorité des inscrites possède un diplôme d'architecte n'est pas surprenant puisque la détention de ce dernier⁴⁵ constitue l'une des conditions d'inscription à l'Ordre. Le diplôme devait être, en outre, délivré par l'une des quatre écoles agréées en 1941, à savoir : l'Ensba (section architecture), l'Ensad (section architecture), l'Esa ou l'École spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie qui délivrait, quant à elle, un diplôme spécifique d'ingénieur architecte⁴⁶.

La faculté d'architecture de Bucarest, dont trois inscrites sont diplômées⁴⁷, ne figure pas dans cette liste mais d'autres écoles et facultés ont donc dû être « reconnues » au fil du temps, telle également, l'École centrale des arts et manufactures de Paris (ECP).

Rappelons que l'entrée des femmes dans les écoles d'architecture en France date de la fin du XIX^e siècle : Julia Morgan, une américaine, est la première admise en 1898 à l'Ensba en seconde classe, premier « niveau » d'enseignement de l'école et Laura White, une autre américaine, intègre la première l'Esa en 1883. Les effectifs des femmes au sein de ces écoles croissent au fil du temps, mais ils demeurent minoritaires en comparaison de la population totale des étudiants : les femmes représentent ainsi 4 % des élèves inscrits dans la section architecture de l'Ensba entre 1898 et 1968. Elles accèdent ensuite au diplôme d'architecte⁴⁸ quelques deux décennies après leur entrée dans les écoles : Lydie Issacovitch, une étudiante russe, obtient son diplôme d'architecte en 1906 à l'Esa, tandis qu'à l'Ensba, une française, Jeanne-Besson Surugue, est la première diplômée, en 1923. Cet historique rapide met en lumière un phénomène sur lequel nous reviendrons plus tard : nombre de pionnières sont d'origine étrangère.

Notre connaissance de la population des femmes diplômées architectes en France nous invite à comparer cette dernière à la population des femmes inscrites à l'Ordre pour comprendre combien de femmes diplômées architectes, en capacité théorique de s'inscrire à l'Ordre, choisissent de rejoindre l'institution. En 1943, la population des femmes diplômées architectes compte cinquante-cinq diplômées et en 1952, quatre-vingt-deux diplômées.

45. Même si des exceptions étaient « prévues sous forme de dispenses ou de passage d'un examen d'état », la très grande majorité des inscrits possédaient un diplôme d'architecte. Voir à ce sujet, Frédérique Le Boucher et Danièle Voldman, *Les Architectes sous l'occupation*, op. cit., p. 101.

46. Arrêté du 31 mai 1941 « relatif aux Écoles d'architecture » (JO du 5 juin 1941), Ordre des architectes, *Bulletin des documents officiels*, s.l., 1942, vol. n° 1 à 5, chap. 1, p. 26.

47. Solange d'Herbez de la Tour, Mélanie Denizon, Jérónima Scharf.

48. Le diplôme d'architecte existe depuis 1868 à l'Esa et depuis 1869 à l'Ensba. Voir à ce sujet Marie-Jeanne Dumont, « Vie et mort de l'ancienne école », *Architecture d'aujourd'hui*, avril 1997, n° 310, p. 87.

Si l'on compare les effectifs des deux populations, il est intéressant de noter qu'en 1943, pratiquement un tiers (30,90 %) des femmes diplômées architectes en France sont inscrites à l'Ordre des architectes de la circonscription de Paris... Si nous déplaçons le regard à la fin de l'année 1951, le pourcentage est encore plus fort : plus de la moitié des femmes diplômées (52,44 %) sont inscrites dans cet ordre régional.

Ces pourcentages démontrent bien qu'une part très importante et grandissante de la population des femmes diplômées en France s'est inscrite à l'Ordre entre 1941 et 1952, et en particulier auprès de la Circonscription de Paris. La population des femmes a-t-elle suivi, dans les mêmes proportions, la tendance générale de la profession en France qui s'est « ruée » vers l'Ordre entre 1941 et 1950 – année où 96,2 % de la population professionnelle totale est inscrite à l'Ordre, un « plafond historique »⁴⁹ ?

La méconnaissance de la population des femmes inscrites dans les autres ordres régionaux sur cette même période⁵⁰ ne nous permet pas, pour l'instant, de le savoir ; il serait cependant légitime d'en douter, car cela signifierait que plus de 40 % de la population professionnelle féminine ait été inscrite sur des tableaux ordinaux en dehors de la circonscription de Paris, alors que cette dernière région a, en tout temps, concentré la majorité des inscriptions.

Une présence importante des femmes étrangères

L'Ordre impose la détention d'une nationalité française pour quiconque souhaite porter le titre et exercer la profession d'architecte. Cependant, l'analyse des données concernant les cinquante-quatre inscrites nous porte à penser que certaines ne la possèdent pas. Plusieurs d'entre elles sont nées à l'étranger et/ou possèdent une nationalité étrangère : Irène Stifter-Decclair est originaire de Varsovie, Adrienne Gorska de Montaut de Moscou, Hélène Navarre de Berlin, Vassia Kiaulinas⁵¹ du Caire, Solange d'Herbez de la Tour de Bucarest, Véra Jansone de Riga, Sonia Van Peborgh est britannique et enfin Jérónima Scharf est roumaine. Cette présence de femmes nées à l'étranger et/ou de nationalité étrangère n'est pas surprenante, car un grand nombre de femmes qui étudiaient l'architecture en France à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, étaient nées à l'étranger.

Il est cependant intéressant de remarquer que la détention d'une nationalité étrangère conduit, parfois, à une catégorisation différente au sein de l'Ordre : quatre d'entre elles (Vassia Kiaulinas, Véra Jansone, Sonia Van Peborgh, Jérónima Scharf) sont

49. Ordre des architectes, *Architectes, bilan 2000 de la profession. Tome 1, Populations étudiantes et professionnelles*, Paris, France, Société d'éd. architecturales, 2000, p. 50.

50. Seule l'inscription de Léna Steinlen-Salomon à l'Ordre des architectes de l'Alsace le 25 avril 1942 nous est connue.

51. Diverses orthographes de ce nom existent dans les tableaux ordinaux (Kiaulenas ou Kiaulinas).

enregistrées sous la catégorie « Architectes étrangers ». À ce titre, elles ne sont pas membres de l'Ordre, n'ont pas prêté serment, ne figurent pas au tableau général et ne peuvent pas « porter le titre » d'architecte ; elles peuvent cependant exercer la profession d'architecte « sous le contrôle du conseil régional » ; la loi du 31 décembre 1940 est très précise sur ce point⁵².

Une limite claire semble ainsi établie entre les architectes possédant la nationalité française et ceux de nationalité étrangère, quel que soit le diplôme obtenu – notons que trois de ces femmes ont obtenu un diplôme dans une école d'architecture française. On peut supposer que l'accès à l'exercice de la profession fut plus complexe pour ces architectes de nationalité étrangère, qui ne jouissent pas de la même reconnaissance au sein de cette institution et qui ne peuvent pas exercer la profession tout à fait de la même manière. Il est intéressant de noter à ce sujet que, parmi les quatre femmes citées, deux ont émigré aux États-Unis (Vassia Kiaulinas et Véra Jansone) trois ans après leur enregistrement auprès de l'ordre régional de la circonscription de Paris.

Qu'en est-il des quatre autres femmes nées à l'étranger mais qui sont, elles, « véritablement » inscrites à l'Ordre ? Ont-elles obtenu la nationalité française avant leur inscription ou bien sont-elles parvenues à s'inscrire à l'Ordre en obtenant une sorte de dispense ?

Ces questions sont importantes car leurs réponses nous permettront de comprendre si l'exigence de possession de la nationalité française a été un frein à l'inscription à l'Ordre, pour certaines femmes.

Une entrée difficile des femmes à l'Ordre des architectes

L'analyse de la présence des femmes au sein de l'Ordre de la circonscription de Paris entre 1942 et 1952 est une première étape vers la connaissance de leur activité dans cette institution sur une période qui est encore mal connue, entre 1940 et 1980.

Les femmes sont présentes à l'Ordre des architectes dès sa création, et en nombre relativement conséquent – signe qu'elles cherchent à intégrer un milieu professionnel qui leur est encore hostile et qu'une partie d'entre elles souhaite développer une carrière dans la maîtrise d'œuvre.

Bien que dans les années suivant 1942-1943, elles soient moins nombreuses à effectuer cette démarche, il apparaît que la population ordinale féminine de la circonscription de Paris augmente continuellement jusqu'au début des années 1950 et qu'elle regroupe une part importante des diplômées en France, sans que l'on puisse savoir si les femmes suivent totalement la tendance des architectes qui s'inscrivent à plus de 96 % en cette année charnière de 1950.

52. Article 2, paragraphe 2, « Loi instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte », art. cit.

Pour une partie d'entre elles, les femmes inscrites sont étrangères, à l'instar des étudiantes et diplômées des écoles d'architecture en France, ce qui contraint certaines à être seulement enregistrées comme architectes étrangers.

Ces analyses révèlent en filigrane la manière dont les institutions, parallèlement au contexte économique, culturel et social, agissent sur les trajectoires professionnelles des architectes et a fortiori sur celles des femmes : en ne réglementant qu'une partie de leurs activités professionnelles, en ne leur accordant une place dans leurs instances qu'au début des années 1970, en écartant une partie d'entre elles pour des questions de nationalité, l'Ordre des architectes semble ne pas avoir encouragé l'insertion des femmes durant la période qui a suivi la seconde guerre mondiale.

Stéphanie BOUYSSÉ-MESNAGE
Architecte, doctorante
Université de Strasbourg